



OIC/GA-IOFS/2016/SG.SP.

**DISCOURS
DE
S.E. IYAD AMEEN MADANI
SECRÉTAIRE GENERAL
DE
L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
A LA SESSION INAUGURALE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE L'ORGANISATION ISLAMIQUE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

**ASTANA, RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN
26-28 AVRIL 2016**

Bismillah arrahman arrahim

Excellence M. Karim Massimov, Premier Ministre de la République du Kazakhstan,

Excellence M. Assylzhan Mamytbekov, Ministre de l'Agriculture de la République du Kazakhstan,

Honorables Ministres et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

Assalamou Aleikom wa rahmatoullahi wa Barakatouhou

C'est un grand privilège pour moi que de pouvoir prendre la parole devant cette session inaugurale de l'Assemblée générale de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire qui tient ses assises dans cette brillante métropole d'Astana, une ville dynamique, moderne et en plein essor. Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter le Président et le Gouvernement du Kazakhstan et de les remercier bien vivement pour l'accueil réservé à cette réunion et pour la généreuse hospitalité accordée à toutes les délégations participantes. Nous nous retrouvons aujourd'hui pour fêter la naissance de cette nouvelle institution spécialisée de l'OCI qui est l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS).

L'inauguration de cette nouvelle institution spécialisée de l'OCI est incontestablement un événement à marquer d'une pierre blanche. Elle représente une étape importante dans les efforts concertés que nous sommes en train de déployer pour renforcer la coopération socioéconomique entre les Etats membres de l'OCI. La création de l'IOFS est une nouvelle pierre qui s'ajoute à l'édifice de la coopération intracommunautaire dans le domaine de la promotion du commerce, du financement du développement, de la R & D, de l'éducation, de la science & de la technologie, et de l'intégration du secteur privé, ceci pour ne citer que quelques-unes des multiples facettes de cette coopération. La

création de cette nouvelle institution ne pouvait pas tomber à un meilleur moment, compte tenu de la volonté de notre Organisation de mettre à niveau la coopération intra-OCI dans les secteurs éminemment vitaux de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire.

Plus important encore, à la suite de cette étape monumentale de la convocation de l'Assemblée générale inaugurale, l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS) va maintenant rejoindre la cohorte des autres institutions spécialisées de l'OCI, comme la Banque islamique de développement (BID), et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces dernières ne sont autres que des institutions spécialisées de l'OCI qui se trouvent investies avant tout de la délicate tâche de mettre en œuvre nos projets de coopération dans le domaine du commerce, de l'investissement, du développement infrastructurel, de l'éducation, de la science et de la technologie et du développement durable, chacune dans son propre domaine de compétence. Il est certain que cette nouvelle institution qui vient de voir le jour va s'efforcer de consolider les solutions nationales et régionales aux défis du développement dans nos pays respectifs, à un moment où nous nous soucions tous de remédier aux disparités socio-économiques entre les différents couches sociales.

Les défis auxquels sont confrontés nos pays respectifs dans le secteur agricole sont légion, cela va sans dire, et de surcroît ces défis ont des dimensions multiples et multiformes. Le seul moyen de les relever c'est de traduire nos décisions politiques en actions concrètes sur le terrain au plan national, régional et international à travers un faisceau diversifié de programmes et de projets efficaces. La situation actuelle, dans laquelle le déficit net à l'importation de denrées alimentaires est presque égal à la quantité de nourriture gaspillée ou périmée en raison de l'absence d'un mécanisme de traitement des aliments suffisamment performant, devrait pouvoir être inversée grâce à la mise

en place d'un dispositif efficient permettant de résoudre le problème des pertes post-récolte et de promouvoir le développement des industries agro-alimentaires. Les dépenses exorbitantes en devises fortes sur les importations alimentaires font qu'il est bien difficile de libérer des ressources pour les interventions souhaitées dans d'autres secteurs critiques, tels que la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement rural, l'éducation, la santé et l'assainissement, entre autres. Ceci en plus des challenges encore plus ardues de l'intervention humanitaire dans le secteur de la sécurité alimentaire, en raison de la pléthore des crises artificielles et naturelles dont notre aire géographique est aujourd'hui le théâtre.

Monsieur le président,

Excellences,

Il ne fait aucun doute que l'historique de la coopération intra-OCI dans le domaine de la sécurité alimentaire est un parcours jalonné de décisions politiques cruciales sur la coopération intra-OCI qui ont permis de baliser le terrain à cet important secteur. Les six sessions précédentes de la conférence ministérielle de l'OCI sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ont adopté une série de résolutions portant notamment sur la mise en place de réserves de sécurité alimentaire, la création d'un cadre général pour la sécurité alimentaire, et l'établissement d'un mécanisme agro-industriel entre les Etats membres de l'OCI. Cependant, la concrétisation de ces résolutions politiques passe par la mise en place des structures opérationnelles appropriées aux fins de mener les recherches nécessaires, de renforcer les capacités et de pourvoir aux aspects financiers de ces décisions. À cet égard, il ne fait aucun doute que cette nouvelle institution cherchera à adouber les actions engagées pour mettre en œuvre les diverses résolutions de l'OCI sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire. Il est donc patent que les activités de l'IOFS permettront de

renforcer les programmes existants, tels que la Déclaration de Djeddah, et soutenir la mise en œuvre des projets conjoints réalisables en faisant appel à l'expertise technique de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Fonds international de développement agricole (FIDA).

C'est le lieu, à ce stade, de saluer la clairvoyance et la sagacité de Son Excellence, Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, pour avoir proposé la mise en place de cette institution lors de son discours historique à la 38e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI, qui a eu lieu à Astana, au Kazakhstan, au cours de la période du 28 au 30 Juin 2011. Aussi louables sont les rôles joués à ce niveau par le Secrétariat général de l'OCI, le Groupe de la Banque islamique de développement et autres institutions de l'OCI qui n'auront pas été avares de leur soutien ni de leurs conseils, et qui ont grandement contribué à l'élaboration d'un statut aussi inclusif que novateur pour l'IOFS. Je me dois de mentionner ici la généreuse allocation par la Banque islamique de développement d'un montant d'US \$ 300.000 pour la consolidation des structures de cette nouvelle institution de l'OCI.

Il est encourageant de constater que les consultations préliminaires effectuées avant cette session inaugurale ont permis de souligner l'importance de se lancer dans des projets à impact rapide pour que la coopération intra-OCI rapporte enfin tous les dividendes escomptés et qui nous ont échappé jusqu'ici. Ces projets pourraient englober, entre autres, la microfinance dans le domaine agricole; une étude sur les systèmes d'alerte précoce et d'information alimentaire dans les États membres; et pour finir un programme de renforcement des capacités pour réduire les pertes post-récolte dont se plaignent les États membres. Cette Assemblée aura besoin de procéder rapidement pour donner les directives nécessaires à la mise en œuvre immédiate de tous ces projets.

Monsieur le président,

Excellences,

Au moment de féliciter toute la famille de l'OCI pour l'arrivée de cette nouvelle institution spécialisée, il importe également de noter que l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire sera appelée, à l'instar des autres institutions spécialisées, à établir des relations de collaboration étroite avec l'OCI et avec ses diverses autres institutions, à travers le mécanisme de la Réunion annuelle de coordination des institutions de l'OCI. Le renforcement de la synergie entre les différents organes exécutifs de l'OCI permettra de gagner en efficacité, d'éviter les doubles emplois et de diligenter la réalisation des objectifs primordiaux de l'OCI, qui sont énoncés dans les diverses déclarations et résolutions du Sommet et du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CMAE). Pour sa part, le Secrétariat général est toujours prêt à établir et à poursuivre une collaboration étroite avec l'IOFS dans le but de consolider les gains obtenus dans ce secteur essentiel du développement socio-économique.

Avant de conclure cette intervention, permettez-moi d'attirer votre aimable attention sur la nature du travail qui nous attend. L'application provisoire du Statut de l'IOFS implique que tous les Etats qui ont déjà signé ce Statut auront besoin de procéder plus rapidement pour parachever le processus de ratification. Je saisis également cette heureuse occasion pour appeler tous les Etats membres de l'OCI, qui assistent à cette session inaugurale en tant qu'observateurs à adhérer au Statut de cette importante organisation. Je félicite chaleureusement tous les membres de l'IOFS de cet événement historique tout comme je tends une main fraternelle à tous ceux qui vont être élus par cette Assemblée générale pour diriger les activités de l'IOFS dans la phase à venir.

Wassalamou aleikom wa rahmat Allah wa barakatouhou

